Les éleveurs, une catégorie oubliée de migrants forcés

Jean Boutrais
Géographe

Dans les inventaires habituels des réfugiés, les éleveurs occupent presque toujours une place à part. Ce sont des populations mal connues, peu prises en compte, voire carrément abandonnées à leur sort. Certes, les éleveurs, vivant souvent isolés en brousse, sont accoutumés à ce genre de traitement et, en des circonstances moins dramatiques, ils s'en accommodent volontiers, en attendant fort peu d'aide de l'extérieur. Au contraire, ils se tiennent souvent d'eux-mêmes à l'écart d'initiatives étrangères au monde pastoral. Dans le domaine du développement rural, des politiques d'aménagement ou d'investissements publics, les éleveurs font couramment l'expérience d'inégalités, de mesures discriminatoires voire hostiles à leur égard.

Pourtant, certains éleveurs partagent le sort difficile des réfugiés et des migrations pastorales relèvent de déplacements involontaires, contraints, imposés et entrepris comme ultime issue de sauvegarde d'une activité et d'une identité. Cette affirmation peut paraître surprenante à propos de pasteurs souvent assimilés à des nomades, c'est-à-dire à des gens qui se déplacent d'eux-mêmes constamment. On répète qu'ils aiment la vie nomade et que cet attachement sentimental les empêche de changer de mode d'élevage. En fait, la plupart des déplacements pastoraux ne sont pas entrepris de façon gratuite ni pour le plaisir. D'un autre côté, en se référant à la langue peule, celle-ci ne comporte pas de terme d'usage courant qui traduirait la notion de réfugiés¹. Est-ce le signe que les éleveurs font rarement l'expérience de déplacements forcés et d'existences précaires en d'autres pays que le leur ?

¹ Le terme le plus proche de cette notion serait *fattiido/fattiife* (de *fatoo* : demander la protection, l'asile). Signalé dans les dialectes peuls de l'ouest (Zoubko, 1996), ce terme semble inconnu dans ceux de l'est.

La situation d'étranger (*jananno*) ou d'hôte reçu (*koDo*) est pourtant vécue de façon habituelle, notamment par les Peuls. Ils côtoient souvent des communautés locales qui les perçoivent comme des gens différents venus d'ailleurs. Leur vie en brousse (*yimbe ladde* : les gens de la brousse) et la recherche des pâturages (*yimbe geene* : les gens de l'herbe) participent à leur étrangeté. Ces populations étrangères aux normes villageoises le sont pourtant de manière banale et non à la suite de catastrophes qui « produisent » des réfugiés.

Les Peuls disposent-ils d'un vocabulaire plus approprié pour exprimer la notion de migration forcée ? De façon curieuse, ce n'est pas évident, de prime abord. Et pourtant, leur vocabulaire est réputé d'une grande richesse pour désigner diverses formes de déplacements. De plus, ce sont des termes de base de la langue peule, qui se retrouvent d'une extrémité à l'autre de leur aire linguistique. Le verbe le plus habituel dans ce registre est sans doute *egga* : déménager, émigrer, se déplacer, transporter le campement d'un lieu à un autre. Mais *dilla* comporte les mêmes sens : s'en aller, partir. Une différence fondamentale intervient pourtant entre les deux verbes : *egga* implique un déplacement des gens avec les animaux, ce qui n'est pas le cas de *dilla*, verbe neutre qui exprime simplement un départ, un éloignement sans indication de modalités pastorales. Quand des Peuls emploient *egga* pour dire que des jeunes ont migré, par exemple pour fuir la sécheresse, il n'est pas nécessaire que l'informateur précise ; ceux qui l'écoutent ont compris que ces jeunes sont partis à pied avec des animaux. Le fait qu'ils se déplacent avec au moins un peu de bétail est une donnée importante. Elle implique que cette migration n'est pas une fuite éperdue mais une avancée prudente pour ménager des animaux fragilisés et que ces migrants gardent une certaine autonomie de décision par rapport à des interventions externes, même lorsqu'elles sont destinées à les secourir.

Le verbe *egga* sous-entend également presque toujours un déplacement de grande ampleur et, en ce sens, il s'oppose à *sotta* : se déplacer un peu, sur une courte distance. Un petit déplacement n'entraîne pas de changement significatif tandis que *egga* suppose un dépaysement par l'entrée dans une autre région, un autre milieu. Ce faisant, les distances parcourues dans le cadre de *egga* peuvent s'avérer très inégales, d'une dizaine de kilomètres à plusieurs centaines.

Dans les dialectes peuls orientaux, *egga* s'oppose enfin à *rimda*, en tant que déplacement de tout le groupe familial avec les animaux. Au

contraire, *rimda* (charger un animal porteur) désigne implicitement le départ d'une partie de la famille avec les animaux. Dans le vocabulaire pastoral, *rimda* fait partie des verbes importants pour exprimer des déplacements avec le bétail. Zoubko (1996) donne comme équivalents en français à la fois transhumer et émigrer. La réalité géographique des deux formes de déplacement est pourtant différente. La transhumance correspond à un déplacement saisonnier, alternatif et régulier du troupeau avec une partie du groupe familial, tandis que la migration implique un déplacement définitif de tout le groupe pastoral, famille et bétail. Même s'il est parfois utilisé de façon plus générale, *egga* implique un départ définitif.

D'autres verbes permettent de préciser *egga* dans la manière de se déplacer avec le bétail, en tête (*arda*) ou en arrière (*jokka*) du troupeau, dans une direction précise (*yaha*) ou incertaine (*waanca*). Parmi toutes les manières de dire, en foulfouldé, les déplacements pastoraux, certaines expriment des migrations forcées, par leurs causalités ou leurs modalités. Ce sont les verbes *dogga*, *meeda* et *fera* qui servent d'entrées à cette présentation de migrations pastorales forcées.

■ *Dogga* : courir, fuir

Le verbe *dogga* est d'un emploi commun chez les Peuls pour dire simplement courir, qu'il s'agisse de personnes ou d'animaux. Mais *dogga* signifie également : migrer rapidement pour échapper à une menace, s'échapper, s'évader, s'enfuir. La migration soudaine répond à des circonstances inattendues dont les éleveurs cherchent à se soustraire le plus vite possible. Cette migration-fuite ressemble souvent, par son caractère imprévu, à un déplacement forcé. Des formes dérivées de *dogga* décrivent des situations proches de celles des réfugiés, dans les dialectes orientaux (Noye, 1989) : *doggitirgo* (aller demander secours) et *doggirde* (lieu de refuge).

Les Peuls sahéliens emploient souvent le verbe *dogga* pour exprimer la façon dont ils ont migré en catastrophe au cours des sécheresses des dernières décennies. Par exemple, dans les phrases suivantes relevées au Burkina Faso : *lesdi fuu woodaay*, *yimbe dogga* : « tout le

pays est abîmé (sinistré), alors les gens s'enfuient » ; *hudo waddataa, gawri waddataa, sey a dogga* : « l'herbe ne pousse pas, le mil ne pousse pas, alors il faut t'enfuir ». Les grandes sécheresses sahé-liennes ont provoqué des migrations forcées qui ont marqué la conscience collective durant plusieurs années et changé la géographie pastorale de cette zone.

Abandons de la zone pastorale au Tchad

Les crises pastorales à l'origine d'exodes de réfugiés de la sécheresse sont relativement bien connues en Afrique de l'ouest, grâce à de nombreuses publications. Par contre, en Afrique centrale, notamment au Tchad, les conséquences des mêmes sécheresses ont été peu évaluées. Elles n'étaient pas aisées à mettre en évidence car elles s'imbriquaient avec les effets d'une guerre civile endémique. Pourtant, de 1970 à 1985, des abandons forcés de pâturages et des exils de pasteurs vers le sud ont pris une ampleur considérable dans ce pays.

Avant les sécheresses, les systèmes pastoraux tchadiens ont surtout été étudiés par J.-C. Clanet (1985) qui a dressé des cartes de transhumance couvrant tout le pays, travail cartographique repris de façon synthétique dans sa thèse (1994). Les groupes disposés au centre du pays effectuaient alors deux séries de mouvements saisonniers : une poussée vers le sud en milieu ou en fin de saison sèche, pour aller à la rencontre du front des pluies, puis un retour progressif vers le nord, en suivant l'avancée des pluies vers les confins sahariens. Dans ce schéma classique au Sahel, les pasteurs remontaient plus ou moins loin vers le nord en hivernage. Les Arabes au centre du pays accomplissaient des déplacements annuels de 1 000 kilomètres d'amplitude, en empruntant des pistes de transhumance habituelles, jalonnées de puits très profonds où chaque tribu disposait de privilèges séculaires d'abreuvement de ses animaux. Les Toubous situés un peu à l'ouest pratiquaient une technique similaire d'exploitation successive de plusieurs milieux zonaux. Par contre, ceux des abords du lac Tchad n'effectuaient que de très petits déplacements entre les dunes et les dépressions inter-dunaires. L'amplitude des déplacements saisonniers diminuait donc, de la périphérie au centre du bassin tchadien. Bien que séjournant seulement durant un temps bref au Sahara, les pasteurs sahéliens convoitaient ces pâturages précieux.

Aux confins du Tchad et du Soudan, M.-J. Tubiana (1971) avait également décrit une grande transhumance comparable, des pâturages sahéliens vers les confins sahariens. Or, en 1970, à la suite d'une première année de sécheresse quasi totale, les parcours du nord furent abandonnés. J.-C. Clanet (1994) confirme que, dès la fin des années 1960, les pasteurs sahéliens renoncèrent à leurs pâturages sahariens d'hivernage. Certes, la sécheresse était un phénomène habituel aux marges du Sahara mais elle manifesta un paroxysme à ces latitudes dès la seconde moitié de la décennie. À la fin des années 1960, les pasteurs du nord-Sahel étaient déjà sinistrés, mais personne ne s' alarma car la détresse ne touchait que de petits groupes isolés.

Après la perte des pâturages saisonniers sahariens, les parcours sahéliens du Tchad furent eux-mêmes frappés au début des années 1970. Des mouvements de panique de grande ampleur s'emparèrent alors de groupes pastoraux (Clanet, 1994). Des tribus disparurent en quelques jours, à la suite de la dispersion complète de leurs membres. Des agro-pasteurs qui ne se déplaçaient pas entreprirent des exodes dans des conditions catastrophiques, en perdant presque tout leur cheptel. Les tribus qui nomadisaient chaque année s'en tirèrent mieux, en prolongeant leurs déplacements vers le sud ou en pénétrant dans le lac Tchad en cours d'assèchement.

Après 1973, les conditions pluviométriques redevenant favorables, les éleveurs sahéliens regagnèrent leurs positions d'avant la sécheresse. Mais des déficits de pluies se renouvelèrent à la fin des années 1970 et au début des années 1980. En 1984, les pasteurs abandonnèrent très vite les pâturages sahéliens, ce qui limita leurs pertes en cheptel. Les années suivantes, il ne restait que de petits groupes au Sahel, beaucoup de pasteurs ayant trouvé refuge près des lacs (lac Fitri et lac Tchad). Pendant plusieurs années, les positions des groupes ne changent plus, une fois décalées plus ou moins loin vers le sud. Les nouveaux pâturages d'attache des Arabes orientaux se trouvent à 200-250 km de leurs régions d'autrefois, ceux du centre du Tchad à 100-200 km. Les Toubous à l'est du Niger empiètent sur les parcours des Peuls, en provoquant des confrontations dont témoigne B. Thébaud dans une thèse en cours.

En plus d'une évacuation forcée des pâturages nord-sahéliens, les systèmes d'élevage ne fonctionnent plus comme avant. Les déplacements d'hivernage vers le nord se raréfient et se rétractent, alors que ceux vers les savanes du sud acquièrent une grande amplitude, ce qui

accentue l'expansion de l'élevage en zone soudanienne. Ces changements de grande ampleur impliquent toute une série d'adaptations des hommes et des animaux, l'apprentissage de nouveaux milieux et le côtoiement d'autres populations.

L'anthropologue C. Pairault (1994) a témoigné de la présence nouvelle d'éleveurs sahéliens dans une région de savanes au sud du Tchad. Leur première arrivée massive se fit dans des conditions catastrophiques, à tel point que les villageois de la région du lac Iro appellent cette année de sécheresse « l'année des os », tellement les pertes en animaux subies par les pasteurs furent graves au cours de leur fuite vers le sud. Quelques années plus tard, la situation des Arabes et Mbororo qui stationnent sur place en saison sèche reste préoccupante : maladies du bétail, absence d'appuis vétérinaires, imposition de lourdes taxes sur le bétail. Quant aux rapports entre les éleveurs et les villageois, ils sont empreints de méfiance réciproque et d'incompréhension. D'un côté, les Arabes refusent de négocier en cas de contestations liées au bétail, de l'autre les villageois les considèrent comme des étrangers, des gens « du dehors ».

Les éleveurs qui séjournent aux environs du lac d'Iro vivent une situation précaire qui ressemble à celle des réfugiés : séparation géographique des régions d'attache, marginalisation par rapport à la société dominante du lieu d'accueil. Ils s'en distinguent pourtant par une absence de dépendance à l'égard d'aides externes. Ainsi, les nouveaux habitants du lac d'Iro disent ne pas être secourus par l'administration. L'absence d'aide, partagée par la plupart des éleveurs réfugiés en zone soudanienne, ne devient une plainte que par comparaison à d'autres populations secourues. Tant qu'il leur reste du bétail, les éleveurs s'efforcent d'être économiquement autonomes. Même ruinés, d'anciens éleveurs cherchent encore à valoriser leurs compétences comme bergers salariés, avec comme objectif de reconstituer par eux-mêmes un élevage personnel.

Une distinction entre éleveurs émigrés en difficultés et réfugiés de fait peut être proposée d'après le critère de la sauvegarde ou non de bétail. C'est lorsqu'ils ont perdu toute activité d'élevage que d'anciens éleveurs se rapprocheraient le plus de la situation des réfugiés. La cloison n'est habituellement pas étanche, la reconstitution progressive de cheptel permettant de la franchir. Toutefois, ces passages deviennent parfois plus difficiles, par exemple pour les émigrés récents de la sécheresse dans une région de savanes du Burkina Faso.

Arrivées et destins d'éleveurs sahéliens au sud-ouest du Burkina Faso

La plupart des savanes soudaniennes ont accueilli des éleveurs, chassés par les grandes sécheresses des années 1970 et 1980. Des témoignages de ces grands départs ont été recueillis auprès d'informateurs revenus au Sahel (E. Bernus, sa contribution à cet ouvrage et thèse en cours de B. Thébaud). Pour ces gens, l'exode vers le sud ne fut qu'un épisode, même s'il laisse des souvenirs pénibles. Mais de nombreux réfugiés de la sécheresse ne sont pas retournés au nord. Est-ce le signe d'une adaptation progressive à un nouveau milieu pastoral ou, au contraire, celui d'un grand appauvrissement, voire de la perte irrémédiable d'une activité ? Comment les éleveurs enfuis du Sahel surmontent-ils cette catastrophe, au fil des années ?

Situé sur une ancienne piste de commerce du bétail, le secteur de Bondoukuy a joué un rôle d'accueil d'éleveurs venus du nord : pays samo, Yatenga et surtout Djelgodji au Sahel. En 1995, j'ai recensé une centaine de familles peules aux environs du village et effectué 35 entretiens. Sur 35 familles, 27 ont indiqué comme provenance l'une des trois régions citées au nord tandis que 25 étaient parties récemment à cause de la sécheresse. Les deux grandes sécheresses des dernières décennies ont fait fuir la plupart de ces éleveurs (10 puis 12 sur les 25), les autres étant partis en dehors de ces périodes critiques.

Lors de la sécheresse des premières années 1970, la situation était grave au Djelgodji : absence de pâturage, mais aussi échec des cultures de mil, pertes régulières de bétail épuisé par la faim. Même en pays samo, des pluies tardives ou réduites éprouvaient les troupeaux. Devant ce désastre, des Peuls « ont pris peur » et se sont enfuis vers les savanes du sud. Les informateurs disent que beaucoup de gens sont partis du Djelgodji dès 1970. La plupart des Peuls ont émigré, alors, avec leur bétail. Seul, un Mossi propriétaire d'animaux a décidé de les vendre au Djelgodji pour en racheter d'autres à Bondoukuy. La fuite des Peuls avec leur bétail est significative d'une volonté commune de ne pas se séparer des animaux.

Un véritable flux migratoire pastoral relie alors le Djelgodji au sud-ouest, en passant par le Yatenga et le pays samo. Avant 1970, les Peuls de Bondoukuy arrivaient surtout de Barani. Les migrants du Djelgodji

se déplacent au loin d'une seule traite, tandis que ceux du pays samo « descendent » vers le sud en plusieurs étapes, selon un itinéraire plus compliqué.

De 1975 à 1983 survient une accalmie puisque seules deux arrivées sont enregistrées, en provenance du pays samo. Puis, les années 1983-86 relancent le flux migratoire dans des conditions de plus grande détresse encore qu'au début des années 1970. En effet, des troupeaux ne sont pas vraiment reconstitués lorsque survient la seconde sécheresse. Des Peuls se ruinent en vendant du bétail pour acheter du mil et survivre. Les jeunes partent alors s'engager comme bergers, de façon à alléger les charges familiales.

Les migrations des années 1980 sont des migrations de grande pauvreté : sept migrants sur 12 n'ont pas de bétail. Ces gens ruinés arrivent surtout du Djelgodji (cinq sur sept). En situation de crise, des familles éclatent et des troupeaux sont scindés entre les migrants et ceux qui restent. Des jeunes partent avec les bovins mais laissent des chèvres au Djelgodji pour que les anciens disposent d'un peu de lait. Alors que la sécheresse sévit surtout en 1983 et 84, des éleveurs ruinés continuent à quitter le Sahel burkinabé au cours des années suivantes. Un Peul à Bondoukuy est encore parti de son village, au Seno malien, en 1989.

En 1995, les destins à Bondoukuy de ces deux vagues migratoires se différencient nettement. Les migrants de la première sécheresse sont devenus, une vingtaine d'années plus tard, des éleveurs autonomes à la tête de troupeaux personnels (*na'i maraadi*) ou associés à des cultivateurs qui leur confient encore du bétail (*na'i halfinaadi*). Des Peuls arrivés sans bétail dès les années 1960 ont réussi à se constituer des troupeaux, grâce au salaire perçu en animaux, à raison d'un taurillon âgé de deux à trois ans chaque année. Pour ceux arrivés au cours des années 1970, c'est déjà plus difficile : les cultivateurs propriétaires d'animaux n'acceptent d'en payer le gardiennage qu'en argent dont ils disposent grâce aux revenus de la culture cotonnière. Les salaires mensuels relevés varient de 1 000 à 3 000 francs CFA, selon le nombre de têtes confiées (d'une dizaine à une vingtaine). « C'est fort peu », disent les éleveurs : « la moindre paire de chaussures coûte 1 500 francs. » Du moins, peuvent-ils traire les vaches et maîtriser la conduite du troupeau qu'ils envoient en transhumance. De plus, ils ont ouvert des champs qu'ils labourent avec des attelages empruntés

aux cultivateurs. Des Peuls venus dans les années 1970 et ayant mis en culture un champ n'achètent plus de mil « depuis longtemps », disent-ils. Grâce à la fumure animale, les Peuls agro-éleveurs obtiennent de bons rendements en sorgho et en maïs. Ils savent gérer la période et l'importance de la fumure, en fonction de la culture prévue, de façon à limiter l'envahissement par des adventices (fumure de saison sèche pour le sorgho, fumure de début de saison des pluies pour le maïs). Ces Peuls ont adapté leur système mixte de production au contexte soudanien. Le bilan est plutôt celui d'une réussite, bien que la plupart de ces Peuls soient inquiets pour l'avenir de leur élevage dans le secteur d'accueil où les pâturages reculent devant les cultures.

Pour les fugitifs de la sécheresse des années 1980, le bilan est beaucoup moins positif, une dizaine d'années plus tard. Sur 12 chefs de famille, sept sont encore employés comme bergers (*durooBe*) de cultivateurs qui possèdent du bétail. Ces bergers n'ont toujours pas réussi à reconstituer un troupeau. Leur bétail se limite à des chèvres, parfois à quelques têtes de bovins. Il faut dire que les rémunérations actuelles de ces bergers sont faibles, surtout depuis la dévaluation de 1994. Ils ne cultivent pratiquement pas et reçoivent 2 à 3 000 francs par mois plus deux à trois tines de sorgho pour s'occuper d'un troupeau d'une trentaine de têtes. Les cultivateurs refusent catégoriquement de payer désormais les bergers sous forme de jeunes animaux. Après la dévaluation, les cours des bovins ont nettement augmenté, un veau d'un an en bon état se négociant à 50 000 francs en 1995. Dans ce contexte, les bergers n'ont plus aucun espoir d'acquérir du bétail avec leur salaire : ils se trouvent en cours de paupérisation.

La fourniture de sorgho dans le salaire du berger dénote son faible engagement agricole. De fait, le berger déclare souvent qu'il est accaparé par la garde du troupeau en hivernage. Les propriétaires placent leurs bergers à faible distance des fermes, de façon à pouvoir contrôler le bétail (et les bergers eux-mêmes !). Mais cette installation proche des champs augmente l'effort de gardiennage pour éviter des dégâts.

Encore plus que la pauvreté, c'est de la dépendance à l'égard du propriétaire de bétail dont se plaignent les bergers peuls. Souvent, ils n'apprécient pas l'endroit où ils doivent habiter et regrettent de ne pouvoir partir en transhumance, parce que le ou les propriétaires s'y opposent. Le seul avantage qui leur reste, c'est l'autorisation de traire

les vaches en saison des pluies. À cette saison, les femmes vendent un peu de lait dans les villages. Mais ces bergers avouent qu'ils cherchent seulement à survivre, sans plus : « moi, je reste ici, je gagne de l'argent pour acheter de la nourriture ». À ce stade, un processus d'accumulation ne peut plus être amorcé. Des bergers peuls affirment qu'il est impossible de s'enrichir (c'est-à-dire d'acquérir un troupeau personnel) en travaillant en particulier au service de Mossi : le propriétaire « veut » que son berger reste pauvre...

La seule façon dont ces bergers peuvent espérer récupérer une certaine autonomie consiste à se mettre à cultiver suffisamment pour couvrir les besoins alimentaires de la famille. Ce faisant, ils ont la possibilité de valoriser les déjections des animaux gardés. Dans ce domaine, les bergers ne se heurtent pas à une compétition ou à un refus des employeurs car ceux-ci préfèrent l'engrais (obtenu par le biais de la culture du coton) à la fumure animale. Dès lors que le berger assure lui-même sa nourriture, il est en position de demander une augmentation du salaire monétaire. Par exemple, un berger était nourri et payé 2 500 francs par mois pour garder le troupeau (environ 30 têtes) d'un Bwa. Depuis qu'il s'est mis à cultiver et qu'il est à peu près auto-suffisant en céréales, il est payé 5 000 francs, ce qui lui a permis d'acheter des moutons.

Pourtant, une évolution inverse de la rémunération peut également survenir, en particulier lorsque le troupeau gardé diminue par suite de maladies du bétail ou de ventes nombreuses engagées par le ou les propriétaires. C'est ce qui advient à un Peul qui s'occupe, depuis 11 ans, du même troupeau d'un chef de village mossi. Autrefois, le berger recevait 1 500 francs et trois tines de sorgho par mois. Mais le bétail, non traité, a beaucoup souffert de trypanosomose. Aujourd'hui, l'employeur n'accepte plus de verser de l'argent au berger ; il lui fournit seulement de la nourriture. Il est vrai qu'il prête un attelage pour labourer le champ du berger. Champ tout petit, parce que le berger ne dispose pas d'une main-d'œuvre suffisante pour effectuer les sarclages. De toute façon, le berger se trouve encore dépendant de l'employeur pour la nourriture, si bien qu'il n'ose pas le quitter. La situation de la famille se dégradant, un fils est parti s'engager comme berger au Mali. Aujourd'hui, les seules entrées d'argent proviennent des ventes de lait effectuées par la femme. Mais elle se plaint de « ne

rien gagner » car tout l'argent du lait revient au mari, ce que les femmes peules n'acceptent pas, habituellement.

Les Peuls qui se sont enfuis sans bétail du Djelgodji il y a une dizaine d'années étaient prêts à souscrire à n'importe quel contrat de berger, sauf à renoncer à deux clauses : la traite du bétail et l'obtention d'un salaire mensuel. Lorsqu'elle est confrontée à une situation critique, une famille ne peut pas attendre plusieurs mois avant d'être rétribuée, selon le schéma ancien de paiement en bétail. Quant à la liberté de traire les animaux et de vendre le lait, c'est une condition imposée par la femme peule. Des Peuls du Djelgodji ont même accepté de garder les troupeaux de chèvres appartenant à des Mossi, à condition de pouvoir les traire.

Les dispositions précédentes, même de plus en plus contraignantes, relèvent toujours d'une logique pastorale qui maintient les émigrés dans leur activité principale. Une nouvelle dépossession intervient lorsque les anciens pasteurs, non seulement sont ruinés mais ne trouvent pas de bétail d'autrui à garder. Dès lors, ils sortent du monde pastoral, ce qui se manifeste par leur exclusion sociale. Leur petite unité familiale risque de se désagréger. Ces faillites sont difficiles à repérer car les personnes qui en sont victimes n'habitent plus dans l'espace pastoral.

Un Peul aux environs de Bondoukuy est en train de vivre cette marginalisation. De façon curieuse, il habite pourtant en brousse, comme s'il possédait ou gardait encore du bétail, alors qu'il est devenu un simple cultivateur. Quand la nourriture manque, il s'engage comme ouvrier agricole (*golloowo*) chez des voisins mossi qui le paient seulement en sorgho. Probablement n'est-il qu'un piètre ouvrier agricole ! Dans ce cas, les rapports de travail habituels entre les deux ethnies sont inversés. Les deux fils, âgés de 14 et 17 ans, deviennent bergers en saison sèche puis reviennent aider le père à cultiver en saison des pluies. Quant à lui, il aspire encore à garder le troupeau d'un Mossi. Avant la sécheresse, il possédait un troupeau de vaches et un autre de chèvres mais tous les deux furent anéantis... Ne plus vivre avec du bétail est un destin cruel pour un Peul. Celui-ci avoue que, la nuit, il rêve encore de ses vaches d'autrefois...

En 1995, la seconde vague migratoire de Peuls sahéliens à Bondoukuy n'a pas encore réussi à réparer les pertes causées par les sécheresses. Il en résulte un sentiment de malaise chez ces derniers venus : ils

disent que l'élevage est plus difficile qu'au Djelgodji, que les Mossi leur sont hostiles, que les Peuls restent toujours aussi pauvres. Ils se sentent toujours étrangers dans la région et envisagent de retourner au Djelgodji, s'il leur est impossible de reconstituer un troupeau à Bondoukuy. C'est ainsi que des femmes peules sont intervenues dans une conversation pour renchérir : « C'est à rentrer que nous pensons. Nous ne possédons rien. Nos voisins non plus. Pourquoi rester ici ? » Mais un autre Peul dans la même situation conteste ce souhait quelques jours plus tard : « retourner pour quoi faire ? J'ai tout perdu là-bas : les animaux, mon champ de mil. Comment vais-je vivre ? » Et pourtant, des retours ont lieu, chaque année. Ce sont surtout des migrants qui avaient laissé une partie de leur famille au Djelgodji. Pour les autres, il est probable que l'exil au sud se prolongera longtemps.

Officiellement, les pasteurs sahéliens enfuis vers les savanes au sud du Tchad et du Burkina Faso ne sont pas des réfugiés. Appauvris ou ruinés, ils cherchent à survivre en milieu rural, en reconstituant par eux-mêmes un troupeau. Migrations individuelles, engagements de liens de travail avec des villageois, effacement social et évitement des contacts avec les autorités administratives : ils s'écartent du comportement classique de réfugiés. Et pourtant, ce sont des réfugiés de la sécheresse. L'écart entre les situations vécues et les interprétations officielles est encore plus grand pour les Sahéliens enfuis vers les pays côtiers.

De la non-reconnaissance des éleveurs réfugiés au Ghana à leur expulsion

L'engagement de Peuls comme bergers des villageois est un phénomène déjà ancien au nord du Ghana (Benneh, 1973). Plus récemment, des Peuls sont également embauchés par des citadins qui ont investi dans l'élevage bovin. Ces troupeaux sont plus grands et comportent davantage de zébus ou de croisés zébus-aurins que les précédents (Hall, 1997). Cependant, les responsables de l'élevage au Ghana accusent les Peuls de pratiquer un élevage non productif (rétention d'animaux supposés en surplus) et nuisible pour l'environnement de savanes.

C'est dans ce contexte d'une coexistence relativement ancienne, mais d'un contentieux de fond, que de nouveaux Peuls cherchent refuge au Ghana, lors de la sécheresse de 1983-84. Des estimations ont fait état de 2 000 Sahéliens réfugiés dans ce pays, répartis entre des Peuls entrés avec un peu de bétail au nord et des Touaregs ruinés, partis dans les villes où ils se livrent à la mendicité. À la même époque, le Ghana accueille également des Libériens qui fuient la guerre civile dans leur pays.

Une comparaison des politiques adoptées envers ces deux catégories de réfugiés illustre un clivage fréquent (Essuman-Johnson, 1994). Alors que les seconds bénéficient du statut de réfugiés et qu'ils reçoivent des aides alimentaires dans des camps d'accueil, il n'en est pas de même des premiers. À leur arrivée, le Ghana ne savait trop que faire de ces gens. Finalement, rien n'a été entrepris, sous prétexte qu'ils ne sont pas de vrais réfugiés mais de simples indigents étrangers. Du moins, sont-ils d'abord laissés tranquilles mais les relations se dégradent rapidement.

Des cultivateurs se plaignent de dégâts agricoles occasionnés par le bétail des Peuls. Le service vétérinaire incrimine les animaux des mêmes Peuls de propager des maladies contagieuses. Des enquêtes sont lancées pour identifier les causes et les responsables de feux de brousse catastrophiques qui ont éclaté en 1982-83, à l'occasion d'une sécheresse en zone guinéenne. Bien qu'elle ne soit jamais démontrée, l'idée est largement partagée d'une responsabilité des éleveurs peuls. Tous ces éléments décident le gouvernement ghanéen à chasser les troupeaux appartenant aux Peuls, en avril 1988 (« Opération Cowleg »).

Avant leur expulsion, des troupeaux sont mis en quarantaine et leurs propriétaires contraints de dédommager les cultivateurs ayant porté plainte. Des facilités auraient été offertes aux Peuls sous le coup de l'expulsion pour qu'ils vendent leur bétail à des agences étatiques et acheteurs privés (Essuman-Johnson, 1994). En fait, ces dispositions cachent un véritable racket institué aux dépens des Peuls qui s'enfuient au Burkina Faso ou en Côte-d'Ivoire. Du moins, c'est ainsi qu'ils interprètent les mesures prises contre leur élevage. Une dizaine d'années plus tard, les Peuls n'osent pas encore retourner au Ghana, malgré la pression sur les pâturages dans les pays voisins. Les grands

troupeaux de zébus appartiennent désormais à des citoyens ghanéens qui les ont acquis à vil prix.

Cette expulsion participe d'une politique anti-pastorale partagée par de nombreux États. L'ex-Zaïre a également confisqué en 1983 le cheptel de Peuls qui tentaient de s'infiltrer dans les savanes oubanguiennes au nord du pays. Ailleurs, ce sont des populations qui prennent l'initiative d'expulser des éleveurs. L'arrivée de nombreux éleveurs qui cherchent un refuge pastoral provoque incontestablement une modification brutale de l'occupation de l'espace. Des populations y réagissent violemment mais ces réactions spontanées n'épuisent pas le registre des expulsions d'éleveurs.

■ *Meeda* : chasser, expulser

Le verbe *meeda* désigne une initiative externe à la société pastorale mais dont elle subit directement les conséquences : hommes et animaux se trouvent expulsés de leurs pâturages habituels et contraints de partir. Cette mésaventure peut survenir assez fréquemment. La langue peule dispose de plusieurs synonymes pour exprimer ce type de décision vécue durement : *ummina* : faire partir, *wurtina* : faire sortir de force, *riiwa* : expulser, pousser au loin.

Alors que des populations locales chassent parfois les pasteurs sous le coup d'une colère collective, en réplique à de graves dégâts ou préjudices, d'autres expulsions sont décrétées par des politiques délibérées. Les expulsions massives d'éleveurs proviennent souvent de décisions administratives. Face à ce genre de mesure, les éleveurs manifestent un fatalisme : *kuugal mawdo, walaa ko goddo vi'a* : « le travail de quelqu'un puissant, personne ne peut rien en dire (ne peut le comprendre) ». À des privations brutales de pâturages, les pasteurs réagissent par l'incompréhension, le sentiment d'être confrontés à une situation absurde. Cette réaction dénote le manque de communication assez fréquent entre les sociétés pastorales et les administrations. La frustration des éleveurs tient également aux modalités d'expropriation et de déplacement forcé, par rapport à d'autres populations, par exemple aux cultivateurs. Alors que ceux-ci se voient accorder des indemnités et des facilités de réinstallation, aucune

compensation n'est habituellement offerte aux éleveurs expulsés, sous prétexte qu'ils n'ont pas de droits sur les pâturages. Des tentatives d'alternative pastorale s'avèrent tellement inadaptées que les bénéficiaires supposés ne peuvent pas les accepter. Là encore, l'incompréhension mutuelle est très grande.

Grands barrages et expulsions des éleveurs

À partir de la fin des années 1960, de grands barrages commencent à être édifiés sur les fleuves africains pour la production d'hydro-électricité. Dans un article de 1983, V. Lassailly-Jacob a répertorié des populations oubliées par les opérations d'aménagement entreprises autour des lacs de retenue. Parmi ces « oubliés des grands barrages », elle a déjà identifié les éleveurs transhumants.

En zone de savanes, il est inévitable que la construction de grands barrages entraîne des perturbations dans les systèmes d'élevage. Les plaines alluviales, soumises naturellement aux rythmes d'inondation saisonnière, correspondent à des milieux originaux, désignés par des termes spécifiques : *waalo* dans la vallée du fleuve Sénégal, *burgu* dans le delta intérieur du Niger, *fadama* au Nord-Nigéria, *yaere* au Nord-Cameroun... La décrue découvre de vastes étendues herbeuses qui revêtent un intérêt pastoral particulier pour plusieurs raisons :

- l'inondation introduit un décalage dans les cycles végétaux des graminées par rapport à celles qui dépendent uniquement des pluies. Des complémentarités dans les calendriers de pâture deviennent alors possibles ;
- la production fourragère des formations herbeuses inondables est plus abondante que celles des savanes d'interfluve ;
- la valeur fourragère des pâturages de plaines alluviales est souvent excellente. C'est le cas, en particulier, de la graminée flottante *Echinochloa stagnina* que les Peuls du Macina appellent *gamarawol* mais qui est souvent désignée *burgu*, d'après le nom du pâturage dont elle est la principale composante.

Des éleveurs transhument régulièrement vers ces pâturages alluviaux où ils passent la majeure partie de la saison sèche, selon des modes et des règles d'exploitation parfois complexes. L'ennoyage artificiel des pâturages prive leurs utilisateurs de ressources fourragères

précieuses durant cette période de l'année. De plus, il remet en cause des systèmes pastoraux qui fonctionnaient autour de ces pâturages.

Mis en eau en 1968, le barrage de Kainji (Nigéria) a formé une retenue d'eau moins grande que celle d'Akosombo au Ghana mais dont les effets ont été fortement ressentis par les éleveurs. En effet, Kainji se trouve en zone de savanes et dans l'aire pastorale des Peuls au cours des années 1960. Surtout, la vallée du Niger en amont de Kainji comportait des pâturages appréciés en saison sèche.

La retenue a envoyé des sections étroites de vallée mais aussi une plaine d'environ 30 km de large. Cette section qui constitue le principal réservoir hydraulique de Kainji jouait auparavant un rôle important pour l'élevage (Fricke, 1963). Pour évaluer les préjudices pastoraux entraînés par le barrage, il convient de rappeler l'ancien rôle de cette partie de la vallée du Niger dans les systèmes d'élevage. Ceux-ci fonctionnaient en connexion avec le régime hydrologique du fleuve, caractérisé par deux crues annuelles :

- la crue « blanche », d'août à octobre, liée aux pluies dans la région, était dénommée ainsi parce que ces pluies alimentent des eaux turbides, chargées d'éléments argileux. C'était la crue la plus importante à Kainji ;

- la crue « noire » succédait à la précédente, après une baisse des eaux en octobre-novembre. Cette seconde crue, moins puissante et plus étale, se poursuivait jusqu'en avril. Elle provenait des pluies tombées dans le bassin supérieur du Niger, arrivant à Kainji avec plusieurs mois de retard, après filtrage et écrêtage de la crue dans le delta intérieur du fleuve, au Mali. Les eaux y sont nettoyées d'éléments en suspension, d'où le nom local de cette crue². En fait, la décrue commençait dès fin février et se poursuivait lentement pendant toute la seconde moitié de la saison sèche.

Au rythme de la double crue-décruie correspondait une double transhumance des pasteurs, après l'hivernage passé au nord du fleuve, entre les affluents de la rivière Sokoto :

- dès la fin de la saison des pluies, ils transhumaient vers la vallée du Niger, sur des pâturages découverts par le retrait de la crue blanche, en octobre-novembre ;

² En langue peule, il est habituel de désigner comme noires ou foncées (*ndiyam Balejam* : de l'eau noire) des eaux dites claires en français.

– au moment de la remontée des eaux provoquée par la crue noire, les troupeaux refluaient sur les terrains exondés où les champs étaient libérés de leurs cultures. Une période de vaine pâture sur les chaumes de mil durait quelques semaines ;

– l’amorce de la baisse des eaux de la crue noire (février-mars) déclenchait la seconde transhumance vers la vallée, transhumance plus massive des éleveurs se déplaçant alors du centre du Sokoto, à 200 km de là. Cette saison de transhumance durait aussi plus longtemps, les campements étant déplacés dans les « bourgoutières »³ au fur et à mesure du retrait des eaux. Les premières pluies n’entraînaient pas tout de suite la sortie des troupeaux mais une nouvelle mobilité pour éviter les secteurs les plus marécageux. Les transhumants ne quittaient la vallée qu’à la montée des eaux de la crue blanche (juillet-août).

Cette fréquentation des pâturages mouillés de la vallée au cours de la plus grande partie de l’année était le fait de ceux que Fricke (1979) dénomme les « Mayo-Fulani », Peuls de vallée. Déjà, Saint-Croix (1945) avait montré comment ces Peuls, arrivés dans la région au début du siècle, avaient métissé leur cheptel pour obtenir des animaux adaptés à un milieu amphibie.

Un recensement aérien du cheptel effectué en 1963 (Fricke, 1965) présente l’intérêt de distinguer les troupeaux de bovins dans la vallée selon leur race :

- les bovins *jajaiye* (rouges, en haoussa) sont issus de croisements avec les races locales mais ressemblent beaucoup aux zébus rouges mbororo ;
- les bovins *bunaje* sont les zébus blancs des Peuls, dits white fulani en anglais.

Une carte de répartition du bétail dressée en avril 1963 montre que les troupeaux de race *jajaiye* étaient localisés à proximité du fleuve où ils paissaient dans les bourgoutières (Fricke, 1965). Les campements de ces éleveurs étaient situés en bordure de pâturages très humides ou sur les berges du fleuve. Quant aux troupeaux de race *bunaje*, ils se tenaient surtout à l’écart du fleuve et de façon disper-

³ « bourgoutière » est un terme construit d’après la désignation locale (*burgu*) des pâturages humides de décrue.

sée. Ces animaux ne sont pas des « mangeurs de bourgou vert ». À partir des campements, installés sur les terrains exondés, ils ne descendaient dans les parties basses que pour s'abreuver en fin de saison sèche, lorsque les petites rivières sont tarées.

D'après les recensements aériens de 1963, 35 000 têtes passaient la saison sèche dans la vallée ennoyée plus tard par le barrage, dont 14 000 de race *jajaiye*. Les charges en bétail variaient de 30 à 60 bovins/km² dans la plaine centrale. Elles étaient encore plus fortes en amont (140 bovins/km²), par suite d'une décrue tardive, cette année-là (Fricke, 1963).

Il était évident que les éleveurs de bétail *jajaiye* allaient être les plus affectés par le barrage de Kainji. Au moment des investigations, le responsable de la « Niger Dam Resettlement Authority » a critiqué les chiffres avancés, en minimisant justement l'importance du cheptel *jajaiye*. Quant aux éleveurs, ils avaient conscience de la perte prochaine de leurs pâturages principaux, à tel point que le recensement aérien n'a pu être complété par une enquête de terrain, le chef local craignant des violences contre les enquêteurs (Fricke, 1963). Or, ces éleveurs de bétail *jajaiye* étaient, du moins autrefois, des pasteurs purs. Le vétérinaire Saint-Croix (1981) les a évoqués dans ses souvenirs de campagnes de vaccination comme des gens très attachés à leur bétail et à leurs pâturages, où ils allaient et venaient en traversant le Niger à la nage, suivis de leurs animaux.

Le barrage de Kainji a spolié des Peuls de la vallée du Niger de leurs meilleurs pâturages. Alors que les villages de la vallée ont été reconstruits en bordure de la retenue (New-Busa), les informations manquent quant aux éleveurs. Il est probable que les éleveurs de troupeaux *bunaje* ont allongé leurs transhumances en aval de Kainji. Quant à ceux de bétail *jajaiye*, ils ont sans doute émigré en aval.

Le nouveau rythme hydraulique des niveaux du lac de Kainji est inversé par rapport aux crues naturelles, par suppression de la petite décrue d'octobre-novembre et, surtout, par le retard de la décrue en fin de saison sèche. Il est probable que les éleveurs restés près des rives du lac ne bénéficient plus des bourgoutières. En tout cas, ce ne sont plus les mêmes car celles d'autrefois restent ennoyées, même aux basses eaux du lac, à la fin d'août.

Les éleveurs qui avaient développé le système pastoral le plus remar-

quable, car le mieux adapté au régime hydrologique complexe du fleuve, ont été exclus de la vallée. Ils ont peut-être retrouvé des pâturages équivalents en aval mais dépourvus du rythme essentiel de crues et de décrues du fleuve. Dès lors, ces pâturages se sont probablement dégradés assez vite.

Un autre exemple significatif est celui de l'ennoyage de la plaine de Ndop qui s'est traduit par une déstabilisation pastorale. La petite plaine de Ndop, au Cameroun, offre un autre exemple d'expulsion d'éleveurs par la construction d'un barrage. Insérée dans les plateaux de l'Ouest-Cameroun, cette plaine comportait deux modelés principaux avant son ennoyage (Boutrais, 1978) :

- une série d'interfluves allongés, dits « en doigts de gant ». Les Peuls appellent *yoolde* ces ondulations de terrain, jamais inondées ;
- une zone alluviale très plane soumise à une inondation saisonnière. Pour les Peuls, c'était *fadamaare*, la zone de transhumance par excellence. En aval, la plaine se terminait par un ombilic d'une dizaine de kilomètres où les graminées aqueuses étaient les plus abondantes ; elle était aussi désignée globalement *burgu*.

Les zones alluviales ne couvraient que la moitié des 1 200 km² de plaine mais c'étaient les pâturages privilégiés en saison sèche. Un atlas régional (Champaud, 1973) l'avait déjà montré par une carte consacrée au thème de l'élevage. Or, une enquête socio-économique entreprise au début des années 1970, dans le but de préparer des indemnisations aux populations touchées par le futur lac de retenue, ne prenait pas en compte les éleveurs. Elle se contentait de recenser les habitations et les champs qui risquaient d'être submergés par les eaux. En fait, il n'existe qu'un grand village dans la plaine et les maisons sont toujours bâties sur les *yoolde* pour éviter l'inondation saisonnière. Les éleveurs étaient bien les principaux utilisateurs de *fadamaare*, la zone qui serait largement submergée par la retenue.

Une enquête sur la transhumance a montré une occupation presque systématique de la plaine en saison sèche (Boutrais, 1978). Seuls, des marais tourbeux étaient évités car dangereux pour le bétail. À partir d'estimations de taille de chaque troupeau observé, une carte des effectifs de cheptel a été dressée, par secteur alluvial. La plaine accueillait alors 30 000 têtes, surtout concentrées dans la bourgoutière en aval. Les charges variaient de 10-20 bovins/km² sur les prai-

ries de fines graminées vite asséchées en décrue, à 30-40 sur les prairies plus humides et à plus de 50 dans la bourgoutière.

La plaine de Ndop constituait la zone de transhumance la plus appréciée de l'Ouest-Cameroun : absence de conflits avec les cultivateurs, facilités de gardiennage des troupeaux, absence de tiques et de mouches tsé-tsé, bon état général du bétail en saison sèche jusqu'à sa remontée sur les plateaux. Les transhumants ne disposaient pas de droits fonciers sur ces pâturages saisonniers mais bénéficiaient simplement d'un agrément d'usage de la part des populations locales qui n'en tiraient pas parti, sauf les pêcheurs dans les cours d'eau. Dans ces conditions, il s'agissait peut-être moins de les indemniser que de compenser la perte prévisible des meilleurs pâturages de saison sèche par le détournement des troupeaux vers d'autres plaines, sous protection vétérinaire.

Or, le barrage a été mis en eau en 1975 sans que les éleveurs bénéficient d'aucune mesure compensatoire. Mal informés, ils ont été surpris par la formation du lac de retenue. Les eaux n'ont commencé à baisser qu'en janvier dans la partie amont et, en aval, leur débit a été maintenu durant toute la saison sèche. La situation des anciens transhumants dans le *burgu* est devenue dramatique. En amont de la plaine, les transhumants sont également dans un grand désarroi devant la perte de leurs pâturages. Les uns détournent les troupeaux vers des vallées en bas des plateaux, les autres continuent à transhumers vers la plaine de Ndop, en bordure du lac où subsistent des portions de zones alluviales. En début de saison sèche, l'aire de transhumance est étranglée entre la retenue d'eau et les rizières d'une opération agricole. Ailleurs, des *yoolde* autrefois accessibles au bétail se couvrent de champs de manioc.

Dans ces conditions, les éleveurs renoncent à transhumers. « Quand on descend visiter la plaine où les troupeaux devraient se rendre, on est effrayé parce qu'il n'y a plus de pâturages. » D'autres soutiennent qu'il leur est impossible de maintenir le bétail sur les plateaux, tellement leurs pâturages sont appauvris à cette époque de l'année. « Les vaches, il faut qu'elles descendent en plaine, sans quoi elles ne seront pas bien. » Mais ceux qui continuent à transhumers doivent renforcer le gardiennage, tant que le riz n'est pas récolté.

À partir de 1982, les éleveurs disent que la baisse des eaux de Ndop a été modifiée : au lieu d'être évacuées à partir du mois de janvier par

les vannes du barrage, elles ne le sont plus qu'après mars. Ces eaux sont retenues pour maintenir les débits du fleuve, en aval, dans le but de régulariser la production électrique. Et, d'autres barrages sont édifiés en aval dans le même but, si bien que le calendrier des lâchers d'eau se trouve modifié.

La prolongation de la fermeture du barrage aggrave encore la situation des transhumants. Les pâturages périphériques à la retenue ne sont plus libérés que tardivement. Les troupeaux doivent évoluer dans un milieu amphibie et traverser à la nage des bras du lac pour passer d'un pâturage à l'autre.

La réduction des pâturages de saison sèche a été mal vécue par les éleveurs. Ils affirment que, depuis la construction du barrage, l'élevage n'est plus prospère. Alors qu'autrefois, la transhumance en plaine de Ndop offrait chaque année une période de liberté pastorale, les éleveurs vivent maintenant une situation obsidionale : ils affrontent l'extension irrésistible des cultures sur les hauts plateaux et sont contenus en bas par les rives de la retenue. À la limite, les éleveurs incriminent moins la construction du barrage qu'une gestion des eaux qui ne libère plus des pâturages à la saison souhaitée.

Grands ranchs contre pasteurs : Dumbo (Cameroun)

Au cours des années 1970, en corollaire à une politique anti-pastorale, de nombreux pays ont créé des grands ranchs pour ravitailler les marchés urbains en viande. Ces initiatives représentaient le volet, dans le domaine de l'élevage, des entreprises agricoles étatiques destinées à moderniser et à soutenir la production dans le secteur primaire. L'élevage moderne pallierait les défaillances de l'élevage traditionnel pour subvenir aux besoins croissants de consommation. La formule est adoptée par des pays côtiers déficitaires en viande (Côte-d'Ivoire) mais également par des pays d'élevage traditionnel (Niger). Le Cameroun qui, selon ses régions, participe des deux situations, s'est tout autant engagé dans la création d'un grand élevage étatique.

Si les ranchs sont supposés plus productifs, ils commencent par accaparer d'immenses pâturages. Dès lors, leur création s'effectue souvent aux dépens du secteur traditionnel dont les perturbations entraînent

des conséquences économiques et sociales. Les modalités de mise en place du ranch de Dumbo en offrent une illustration.

Le plateau de Dumbo, dans les Grassfields, est une table herbeuse densément occupée par des Mbororo en provenance du Nigéria. Au début des années 1970, il offre une porte d'entrée au Cameroun, dans les itinéraires migratoires de pasteurs vers les savanes humides (Boutrais, 1996). Lorsque les experts de la Banque mondiale inventorient des pâturages pour les futurs ranchs, ils sont séduits par ce grand plateau herbeux d'un seul tenant et sans culture. De leur côté, les responsables camerounais veulent arrêter le courant migratoire des pasteurs dont ils soupçonnent les animaux porteurs de maladies. Le projet de ranch à Dumbo est donc entériné, malgré son éloignement des grands marchés urbains.

En 1975, la situation des Mbororo est dramatique à Dumbo : des centaines de familles sont expulsées de pâturages que certaines d'entre elles habitaient depuis une dizaine d'années. Un informateur dira, plus tard, que l'administration les a toutes « sorties » (*wurtina*). Comble de malchance, une épizootie de fièvre aphteuse s'est déclarée en même temps, affaiblissant les animaux. L'évacuation de Dumbo s'opère donc dans des conditions très pénibles. Les initiateurs du ranch, qui n'avaient pas soupçonné une occupation pastorale aussi importante, expulsent entre 10 et 20 000 têtes de bétail.

L'administration propose alors aux déguerpis de s'installer dans les savanes d'une grande réserve forestière, proche de la frontière nigériane. De fait, cette réserve comporte des pâturages abondants et libres mais, situés à basse altitude, ils sont infestés de mouches tsé-tsé. Contre la promesse d'une protection vétérinaire gratuite, quelques éleveurs de Dumbo acceptent quand même de descendre dans la plaine où ils disposent au moins de pâturages reconnus officiellement. Ils n'y restent pas longtemps : malgré trois campagnes vétérinaires par an, les animaux tombent malades. Tous les éleveurs abandonnent alors le secteur qui leur est attribué. C'est un échec.

L'expulsion des éleveurs de Dumbo provoque comme une onde de déstabilisation pastorale. Devant l'irruption massive des fugitifs sur d'autres pâturages, les éleveurs en place se remettent eux aussi en mouvement, par crainte des maladies contagieuses du bétail. Une série de chocs migratoires ébranle les groupes pastoraux sur de grandes distances et durant plusieurs années.

En 1983, seule une partie du ranch est occupée par les troupeaux de la société d'élevage. Ils transhument dans l'autre partie, comme les Mbororo le faisaient auparavant. Ceux-ci se concentrent encore en périphérie. Pour interdire leurs incursions, une grosse clôture en fil de fer barbelé protège les portions exposées du ranch. De plus, des «patrol control» se déplacent le long des limites du ranch pour repousser des troupeaux extérieurs. Tout se passe comme si le ranch se défendait contre les éleveurs voisins.

Il est paradoxal qu'une grande entreprise d'élevage nuise aux éleveurs traditionnels au lieu de leur apporter de l'aide. Les expulsions initiales, opérées dans des conditions dramatiques, ont comporté un coût social évident. L'alternative pastorale proposée dans la précipitation par l'administration n'était pas crédible. Elle a entraîné un discrédit du Service d'élevage et une méfiance accrue des éleveurs à l'égard des autorités administratives.

Les conceptions qui ont présidé aux grandes entreprises d'équipement et de production en Afrique n'ont pas facilité la prise en compte des intérêts des éleveurs. Les techniciens ne se préoccupent pas des préjudices subis par les populations locales, ou bien confient leur évaluation aux autorités administratives, pour des raisons de facilité et de non-ingérence dans les affaires locales. Or, l'administration ne traite pas les pasteurs comme des habitants à part entière, bien qu'ils paient des impôts et parfois des taxes sur le bétail. Le statut collectif des pâturages n'entre pas dans les critères habituels d'estimation des patrimoines immobiliers. Quant aux effectifs de cheptel, ils sont mal connus officiellement, bien souvent du fait des éleveurs eux-mêmes. Il est donc difficile de comptabiliser l'ampleur des dommages entraînés par les disparitions ou les expropriations de pâturages. Le plus souvent, les éleveurs ne sont pas indemnisés ou les dédommagements qui leur sont proposés se révèlent inadaptés. Il existe une sorte d'incapacité à concevoir une forme d'indemnisation adaptée à cette activité.

■ Fera : s'enfuir, se sauver

Le verbe *fera* est l'un des plus forts, en langue peule, pour exprimer une migration forcée. En dialectes orientaux, D. Noye (1989) précise

que *fera* désigne émigrer en groupe ou partir très loin de son pays pour fuir une persécution religieuse ou autre. G. Zoubko (1996) donne, comme premier sens, émigrer « comme font les nomades », ce qui implique soudaineté, imprévision et rapidité de déplacement. De la même racine provient le substantif *perol* (ou *pergu* au Macina) : l'exode, l'émigration massive, l'évasion.

Les éleveurs qui fuient dans ce contexte ressemblent davantage que les précédents aux réfugiés, d'après la définition posée par les Nations unies en 1951 : des personnes qui ont dû quitter leur pays par crainte légitime d'une persécution. De fait, les éleveurs redoutent souvent des actes de violence sur leur bétail. Dans leur conception, *fera* est la conséquence directe d'une oppression désignée par le verbe *teeta* : prendre de force, arracher à quelqu'un, piller. Pillages de bétail et abattages surviennent en particulier dans un contexte de guerre ou, simplement, d'insécurité.

En effet, les éleveurs et leur bétail sont davantage exposés que d'autres populations aux guerres et troubles politiques. Les animaux représentent un bien plus précieux à extorquer que les produits agricoles, plus valorisé par abattages pour subsister sur le pays, de la part de groupes armés, ou comme moyen de rétorsion à l'encontre des populations locales. Toutes les régions victimes de guerre ou d'insécurité voient leurs effectifs en cheptel diminuer, parfois disparaître⁴.

Face aux pillages de bétail, les éleveurs ne peuvent opposer qu'une parade : la fuite. Dans ce contexte, les pasteurs, agro-éleveurs et villageois propriétaires de bétail ne réagissent pas de la même façon. Les nomades sont toujours les premiers à partir. Quant aux autres, ils se trouvent confrontés à un dilemme : s'enfuir avec le bétail et sacrifier des biens laissés sur place ou ne pas bouger, au risque d'assister à la destruction de leur cheptel. Lorsqu'ils se décident à partir, c'est souvent trop tard.

⁴ Cette incompatibilité entre l'élevage et la guerre n'est pas spécifique aux pays africains. Au nord de la France, la race bovine flamande était la meilleure race laitière à la fin du XIX^e siècle. Elle aurait pu connaître le destin de la Holstein si elle n'avait pas été massacrée pendant la Première Guerre mondiale, le front ayant longtemps traversé son berceau d'élevage. De même, la Bleue du Nord fut anéantie au cours de la Seconde Guerre mondiale.

La plus grande capacité des pasteurs à entreprendre des exodes résulte de leur manque d'attache à des lieux mais également d'une véritable sélection du bétail pour survivre en contexte d'insécurité. C'est le cas, chez les Mbororo, des grands zébus rouges *mbororoji* ou *boDeeji*. Les Mbororo qualifient eux-mêmes ce bétail *na'i jamanu kono* : « vaches de temps de guerre. » En cas d'attaque, ces animaux ne se laissent pas capturer par des inconnus. Ils s'enfuient en une masse compacte et peuvent courir durant des journées entières sans paître. Ces animaux permettent de parcourir rapidement une grande distance, de façon à se soustraire aux agressions.

Les pasteurs peuls recourent également à une autre pratique avec le même objectif : un traitement des animaux, souvent par des fumigations (*suurna*) à l'aide de plantes. Ce « remède », appelé *karfa*, rend les bêtes méfiantes vis-à-vis de toute personne inconnue, et très nerveuses. Dès le moindre danger, elles s'enfuient en bon ordre. Sans *karfa*, des animaux pris de panique risquent de s'éparpiller ou de rester en arrière (Bocquené, 1986), donc d'être plus faciles à voler ou à abattre.

Des groupes d'éleveurs pratiquent une véritable gestion pastorale de l'insécurité. C'est ce que des Mbororo en cours de sédentarisation appellent *durngol boyma* : « l'élevage d'autrefois. » Mais lorsqu'on demande si ces préoccupations sont dépassées, ils répondent que non : les éleveurs seront toujours confrontés à des situations dangereuses, eux et leur bétail. Les animaux craintifs sont toujours appréciés. Au pâturage, ils ne font pas que paître mais surveillent également la brousse. Le gardiennage des troupeaux peuls s'opère à la voix davantage que par les gestes du berger ou le recours au bâton. Des modulations vocales chantées (*gimol*) apaisent les animaux qui paissent alors sans appréhension. Par contre, il suffit que le berger lance des cris saccadés et stridents (*wokaandu*) pour que les animaux, avertis d'un danger, s'enfuient aussitôt en bon ordre, en devançant le berger. Cette réaction immédiate face au danger est le fruit d'un long apprentissage et d'une sélection des animaux. L'élevage reste une activité qui attire les menaces.

Les modalités et la signification des migrations/fuites d'éleveurs diffèrent selon qu'elles sont entreprises avec du bétail ou non. Dans le premier cas, la société garde une certaine cohésion tandis que dans l'autre, les contradictions sociales deviennent très fortes.

Rébellion des Bamiléké et péripéties des Mbororo au Cameroun

Les années qui précèdent et suivent l'Indépendance du Cameroun, en 1960, sont troublées par le mouvement insurrectionnel des Bamiléké. Les monts Bambouto, partagés par la frontière entre Cameroun francophone et anglophone, sont alors l'un des foyers les plus actifs de cette rébellion. La montagne étant occupée par une compagnie française d'élevage et des Mbororo avec leurs troupeaux, les rebelles s'en prennent à ces élevages, objets de plaintes répétées des cultivateurs (Boutrais, 1996).

Le soulèvement éclate en juillet 1959. Une panique s'empare alors des éleveurs : les bergers de la Compagnie pastorale sont regroupés, tandis que les Mbororo s'enfuient. En 1960, il n'en reste plus en région bamiléké mais l'armée organise la guerre contre les maquisards. Si la compagnie d'élevage a évacué tous ses pâturages, des cultivateurs sont également contraints d'abandonner la montagne. Ces deux abandons laissent vides de magnifiques pâturages. Malgré la menace des maquisards, des Mbororo retournent alors sur les monts Bambouto, à partir de 1963-64. Ce sont des lignages qui possèdent précisément des zébus rouges *bodeeji*, faciles à manœuvrer en cas d'attaques.

Avec les années, un *modus vivendi* s'établit entre les maquisards et les Mbororo. L'administration s'émeut de cette entente et décide, en 1967, d'expulser tous les habitants au nord de la montagne. Cette fois, la politique du vide est imposée aux éleveurs. L'interdiction d'habiter la montagne ne sera levée que plusieurs années plus tard, permettant un retour plus pacifique des éleveurs.

Fuites et retours mouvementés sur les monts Bambouto n'ont concerné qu'entre 10 et 20 000 têtes de bétail, mais les composantes des migrations forcées de type *fera* s'y trouvent réunies : agressions contre le bétail, rôle des frontières pour offrir des refuges, interférence entre des problèmes politiques et des violences agraires, acceptation des risques d'insécurité pour conduire le bétail sur de bons pâturages, relations ambiguës entre l'administration et les éleveurs.

Exode et retour de pasteurs au sud de l'Éthiopie

Les pays de l'Afrique de l'Est ont connu récemment les plus grandes migrations forcées de pasteurs. Certes, il est souvent difficile de distinguer, dans ces pays, les pasteurs des cultivateurs parmi les réfugiés, mais l'identification est assez nette pour les populations des basses terres du sud de l'Éthiopie. Ce sont des populations pastorales qui se différencient par des élevages de bovins-ovins (les Boran) ou de camélins-caprins (les Somali). Dans sa présentation des éleveurs éthiopiens, B. Faye (1990) évoque les problèmes de ces pasteurs et, parmi ceux-ci, l'insécurité liée aux guerres tribales.

Un anthropologue éthiopien, Getachew (1996), relate l'exode et le retour d'une petite population pastorale, les Garri. Musulmans, ils étaient éleveurs surtout de camélins et d'ovins, opposés violemment à leurs voisins Boran. Au début des années 1960, à la suite de raids et de représailles entre les deux populations, l'armée éthiopienne intervient en faveur des Boran et mène une dure répression contre les Garri. Ceux-ci s'enfuient alors en Somalie, tandis que l'armée occupe leur région, contrôlant en particulier les points d'abreuvement du bétail.

La vie des Garri réfugiés en Somalie est très difficile. Aussi, les premiers retours interviennent-ils à partir de 1980 et surtout de 1986, sous les auspices du HCR. Les autorités éthiopiennes encouragent les rapatriés à s'engager dans l'agriculture, alors que leurs compétences sont pastorales. Dès lors, la reconstitution de troupeaux s'effectue seulement par le biais d'aides traditionnelles, à partir de familles mieux pourvues en bétail. Pourtant, cela ne veut pas dire que les rapatriés retournent à leur vie ancienne, comme si l'exil n'avait été qu'une parenthèse neutre. Ils se comportent désormais autrement des Garri restés en Éthiopie. S'ils sont installés sur des terres arables et qu'ils disposent d'animaux de trait, ils adoptent la culture attelée. Surtout, les femmes des rapatriés acquièrent une autonomie économique en s'engageant dans de petits commerces.

Vécu de façon dramatique, le long exode de pasteurs les a transformés, non seulement dans leurs activités mais également dans leur identité culturelle. La place du bétail est au cœur de ces mutations.

Des réfugiés dé-pastoralisés au Soudan oriental

À la même époque que la répression contre les pasteurs musulmans du sud, le gouvernement éthiopien mène une guerre contre le soulèvement érythréen au nord. La monographie d'un village du Soudan oriental par A. Schuthof et M. Boeremkamp (1990) témoigne du sort de réfugiés érythréens pendant les années 1980.

Les Baria sont des agro-éleveurs localisés à l'ouest de l'Érythrée, près de la frontière soudanaise. Autrefois, ils possédaient beaucoup de bétail : caprins, ovins et bovins. Les dernières catégories d'animaux effectuaient une transhumance de saison sèche vers le sud. La guerre a désorganisé cette économie, l'armée éthiopienne pratiquant la tactique de la terre brûlée : incendie des récoltes et pillages du bétail. La guerre fait rage en 1967 et contraint beaucoup de Baria à s'enfuir au Soudan. Un second exode survient en 1984-85, provoqué cette fois par une sécheresse catastrophique dans toute l'Afrique du Nord-Est.

Le petit village d'El-Sabil, au sud de la ville de Kassala, est entouré de jardins irrigués. Il a accueilli de nombreux réfugiés Baria qui ont pu rejoindre des parents déjà installés de longue date. Les Baria ne font plus d'élevage, leur bétail ayant disparu ou étant confié à des gens restés en Érythrée. À El-Sabil, les Baria survivent comme ouvriers agricoles au service des propriétaires de jardins. Ils ne sont embauchés qu'à la journée et ont un niveau de vie misérable. Autrefois, le bétail constituait une part importante des dots et jouait un rôle dans de nombreux rites relatifs au mariage. Ces rites sont simplifiés, d'autres abandonnés car considérés par les autochtones comme non-islamiques, donc interdits. Même si quelques Baria réussissent à devenir métayers, ils occupent un statut social très bas dans le village. Les ouvriers agricoles constituent une main-d'œuvre bon marché pour les jardiniers. Anciens agro-éleveurs autonomes et relativement prospères, ces réfugiés sont devenus des prolétaires agricoles.

Les auteurs terminent en assurant que tous les Baria retourneraient en Érythrée si la guerre s'arrêtait. Elle a fini en 1991, mais il n'est pas certain pour autant que tous les réfugiés au Soudan soient rentrés, en particulier ceux qui ne possèdent plus de bétail.

Les éleveurs, des réfugiés pas comme les autres

Des verbes en langue peule ont servi d'entrées pour un tableau à plusieurs facettes des migrations forcées d'éleveurs. Et pourtant, ce tableau n'est pas exhaustif. Ainsi, parmi les réfugiés de l'environnement figurent également ceux dont les troupeaux sont victimes d'agressions de mouches tsé-tsé ou de dégradations de pâturage. Les expulsions n'interviennent pas de façon collective et brutale, mais de manière insidieuse et individuelle, par exemple par des extensions agricoles qui gagnent de façon progressive sur les pâturages, en affectant les éleveurs les uns après les autres. Avec les années, les pâturages rétrécissent, la circulation du bétail devient plus difficile puis un passage de rivière est fermé. Au fur et à mesure que les cultures envahissent l'espace pastoral, les parcours se réduisent puis se défont, en perdant de leur cohérence. Tel éleveur se résigne à partir, puis tel autre. Ce sont bien des départs forcés (*min egga bee doole* : « nous partons sous la contrainte ») mais en ordre dispersé et de façon diffuse. Chaque départ n'est qu'un drame individuel ; il n'entraîne pas le traumatisme de toute une population. Et pourtant, en les additionnant, ce sont sans doute les plus nombreux des déplacements forcés d'éleveurs.

Une fois remis de force en mouvement, les éleveurs se dispersent à la recherche de meilleures conditions pour leur bétail, en évitant les autorités administratives, les organismes d'assistance et les camps pour réfugiés. Tous ces lieux de concentration du peuplement et du pouvoir ne leur conviennent pas. Tant qu'ils possèdent encore du bétail, il leur est difficile de se maintenir à proximité des centres habituels de diffusion de l'aide.

D'un autre côté, l'aide humanitaire internationale est rarement adaptée aux éleveurs en difficultés. Elle est conçue pour des sédentaires et des cultivateurs. Les programmes de fourniture de vivres contre du travail sont orientés vers les productions agricoles, pas vers l'élevage. Les actions d'appui à la reconstitution de troupeaux sont rares après des catastrophes naturelles ou politiques.

Les éleveurs réfugiés se trouvent confrontés à deux types de privations : l'abandon des pâturages habituels et la perte d'une portion du

cheptel. Leur économie pastorale est en crise. Or, beaucoup de responsables sont opposés à ce qu'une aide soit fournie en faveur de la reconstitution du cheptel, sous prétexte que l'excès d'animaux et la surcharge des pâturages sont précisément responsables des problèmes de l'élevage. Dès lors, il conviendrait de déstocker des animaux et de diversifier, voire de reconverter les activités d'une partie des pasteurs, notamment dans l'agriculture. À ce raisonnement technique s'ajoute, pour les responsables politiques africains, l'idée que le pastoralisme est incompatible avec le fonctionnement d'un État moderne, qu'il est générateur d'insécurité et qu'il offre un milieu favorable à des mouvements subversifs. Enfin, beaucoup d'experts estiment que le pastoralisme est une activité dépassée et appelée à évoluer vers une association avec l'agriculture. Des opérations d'installation d'éleveurs ruinés et de reconversion dans l'agriculture irriguée ont été mises en œuvre, aussi bien en Afrique de l'Ouest que de l'Est, notamment après les grandes sécheresses. La plupart ont échoué parce que les anciens éleveurs ont réinvesti dans le bétail dès qu'ils l'ont pu, en plaçant leurs animaux à proximité, sur des pâturages qui sont devenus surchargés.

En opposition aux politiques de dé-pastoralisation et de sédentarisation, quelques initiatives ont tout de même favorisé la reconstitution de troupeaux. Ces initiatives ont surtout émané, au cours des années 1980, d'ONG religieuses (Oxby, 1990). Bien que limités en importance, les prêts ou dons d'animaux ont soulevé beaucoup de problèmes inédits dans le choix des bénéficiaires et les modalités d'attribution. Une contradiction se manifeste entre les conceptions idéalistes de familles pastorales autosuffisantes et l'ouverture réelle sur le marché des économies familiales. Cela se traduit par la vente rapide d'animaux reçus en aide. Une intervention en faveur des démunis n'est pas socialement neutre. Elle déclenche des demandes de remboursement, de la part de créditeurs, ou des sollicitations pour partager l'aide. De telles réactions au sein de la société pastorale risquent d'annihiler les effets recherchés par l'aide. Enfin, les opérations de reconstitution de troupeaux ne bénéficient qu'à des éleveurs restés sur place. Les éleveurs réfugiés en sont exclus.

Bibliographie

- Benneh (G.), 1973 —
Land tenure and farming systems in a Sissala village in northern Ghana. *Bulletin de l'IFAN*, 35 : 361-379.
- Bocquené (H.), 1986 —
Moi, un Mbororo : Ndoudi Oumarou, Peul nomade du Cameroun. Paris, Karthala, 387 p.
- Boutrais (J.), 1978 —
Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide (Cameroun). *Trav. et Doc. Orstom*, n° 88, Paris, 194 p.
- Boutrais (J.), 1996 —
Hautes terres d'élevage au Cameroun. Études et thèses, Orstom, Paris, 2 vol., 1 301 p.
- Champaud (J.), 1973 —
Atlas régional Ouest 2 ; commentaires des cartes. Orstom, Yaoundé, 117 p., 10 cart.
- Clanet (J.-C.), 1985 —
« Évolution des situations agropastorales dans le Sahel tchadien. Atlas du Tchad », in *L'élevage dans le Sahel africain*. Maisons-Alfort, IEMVT.
- Clanet (J.-C.), 1994 —
Géographie pastorale au Sahel central. Thèse d'État, Paris IV, 2 vol. 700 p. multigr.
- Essuman-Johnson (A.), 1994 —
Ghana's response to the liberian and sahelian refugees influx. Oxford Univ., 31 p. multigr.
- Faye (B.), 1990 —
Éleveurs d'Ethiopie. Paris, Karthala, 194 p.
- Fricke (W.), Weltz (F.), 1963 —
Survey of the cattle population in the Niger dam area. Univ. Francfort, 38 p. multigr.
- Fricke (W.), 1965 —
Herdenzählung mit Hilfe von Luftbildern im Gebiet des künftigen Niger-Stausees (Nordnigeria). *Die Erde*, 96 ; 2 : 206- 223.
- Fricke (W.), 1979 —
Cattle husbandry in Nigeria ; a study of its ecological conditions and social-geographical differentiations. *Heidelberg Geographische Arbeiten*, n° 52, 330 p.
- Getachew (K.N.), 1996 —
« The displacement and return of pastoralists in Southern Ethiopia ». In T. Allen (ed.) : *In Search of Cool Ground ; War Flight and Homecoming in Northeast Africa*. Genève, UNRISD, Londres et Africa World Press : 111-123.
- Hall (S.J.G.), 1997 —
Livestock in Northern Ghana in relation to environmental conservation and economic development. 16 p. multigr.
- Lassailly-Jacob (V.), 1983 —
Grands barrages africains et prise en compte des populations locales. *L'Espace géographique*, n° 1 : 46-58.
- Noye (D.), 1989 —
Dictionnaire foutfouldé-français ; dialecte peul du Diamaré, Nord-Cameroun. Paris Geuthner, 425 p.
- Oxby (C.), 1990 —
Peuples pasteurs en crise ; les réponses des ONG en Afrique. GRET / FPH, Syros-Alternatives, Paris. 141 p.
- Pairault (C.), 1994 —
Retour au pays d'Iro ; chronique d'un village du Tchad. Paris, Karthala, 293 p.

Saint-Croix (F. W. de),
1945 (rééd.1972) —
*The Fulani of Northern Nigeria :
some general notes.* Farnborough,
Gregg Int., 74 p.

Saint-Croix (F. W. de), 1981 —
Work at inoculation camps : a year's
round of camps in Sokoto Province.
The Nigerian Field, 46 : 104-110.

Schuthof (A.), Boeremkamp (M.),
1990 —
« The adaptation of Baria refugees
to local circumstances in the Sudan ».

In H.J. Tieleman, T. Kuhlman (ed.) :
*Enduring crisis ; refugee problems
in Eastern Sudan.* Leyde, African
Studies Centre : 115-154.

Tubiana (M. J.), 1971 —
Système pastoral et obligation
de transhumer chez les Zaghawa
(Soudan-Tchad). *Études rurales*,
42 : 120-171.

Zoubko (G.), 1996 —
Dictionnaire peul-français. Osaka,
National Museum of Ethnology, 552 p.